"Le représentant français auprès des Communautés européennes a été invité à regagner Paris" dans Le Monde (7 juillet 1965)

Légende: Le 7 juillet 1965, le quotidien français Le Monde analyse les conséquences de la politique de la chaise vide sur le fonctionnement des institutions communautaires.

Source: Le Monde. dir. de publ. BEUVE-MÉRY, Hubert. 07.07.1965, n° 6 369. Paris: Le Monde. "Le représentant français auprès des Communautés européennes a été invité à regagner Paris", auteur:Drouin, Pierre , p. 1.

Copyright: (c) Le Monde

URL:
http://www.cvce.eu/obj/le_representant_francais_aupres_des_communautes_europeennes_a_ete_invite_a_regagner_paris_dans_le_monde_7_juillet_1965-fr-484e20a5-421d-4438-8d68-c811ce13b0e8.html

Date de dernière mise à jour: 27/01/2014

La crise du Marché commun

Le représentant français auprès des Communautés européennes a été « invité » à regagner Paris

Dans la crise du Marché commun, l'« escalade » continue. Afin que nul ne se méprenne sur sa détermination, la France vient « d'inviter » son représentant permanent auprès des communautés européennes à Bruxelles à regagner Paris. Dès lundi après-midi le gouvernement français avait décidé que ses experts ne participeraient pas pour le moment aux réunions des groupes de travail de la commission du Marché commun chargés des « rapports avec les Etats du Maghreb » et du « règlement fruits et légumes ». Cette abstention s'étendra à toutes les séances qui auraient pour objet d'étudier le développement de la C.E.E.

Avec une froide résolution, Paris commence donc à tirer, comme prévu, les conséquences de la rupture des négociations de Bruxelles consommée à l'aube du 1er juillet. L'idée est actuellement de « mettre en veilleuse » la C.E.E. ou plus exactement de garder un dispositif qui permette de préserver ce qui est acquis pour la France dans la Communauté économique européenne, mais de refuser notre coopération pour tout le développement du Marché commun.

Concrètement, cette politique se traduira par les décisions suivantes :

1) Les ministres ne participeront plus à aucune réunion à l'échelon des Six pour le moment. C'est dire que non seulement les ministres de l'agriculture et des affaires étrangères concernés par l'affaire du 30 juin s'abstiendront de rejoindre leurs collègues, mais aussi que M. Giscard d'Estaing n'ira pas à Stresa pour la réunion des ministres des finances qui avait été décidée pour les 19 et 20 juillet, lors de leur dernière rencontre de Cannes. De même les ministres qui représentent d'ordinaire la France aux conseils de la C.E.C.A. et de l'Euratom s'abstiendront de se rendre à Luxembourg ou à Bruxelles ;

2) Les fonctionnaires français du groupe des « représentants permanents » à Bruxelles resteront en place, mais leur chef, M. Jean-Marc Boegner, a été invité à rentrer à Paris. C'est M. Ulrich, son adjoint, qui s'est vu confier la « gérance » de l'échelon subsistant dans la capitale belge. Mais il s'abstiendra d'assister aux réunions des « représentants permanents » ;

C'est ce qu'il a précisé mardi matin à Bruxelles en ajoutant que le gouvernement français n'enverra pas d'observateurs aux négociations que la commission du Marché commun mène sur mandat des Six (Tunisie, Maroc, etc.).

3) Les fonctionnaires français qui sont sous la juridiction de la Commission de la C.E.E. resteraient à l'administration de Bruxelles ;

4) Les fonctionnaires « itinérants » qui participaient dans la capitale belge aux nombreux groupes de travail de la machinerie de la C.E.E. seront priés de rester à Paris désormais, sauf rares exceptions.

Illusions dissipées

M. Ulrich a précisé mardi matin à Bruxelles : *« La délégation française ne participera pas aux comités et groupes de travail préparant des projets ou effectuant des études en vue de la réalisation de l'union économique. En ce qui concerne certains comités techniques traitant les questions courantes comme les comités de gestion agricoles, la position du gouvernement français sera communiquée ultérieurement. »*

A Bruxelles, ces décisions ont vivement surpris, bien qu'elles s'inscrivent pourtant dans la logique de la déclaration lue par M. Peyrefitte au dernier conseil des ministres français. Sans doute note-t-on qu'officiellement il ne s'agit pas d'un « rappel d'ambassadeur » équivalant à une rupture des relations diplomatiques, mais d'une « invitation ». Ces nuances, à vrai dire, ne consolent plus grand monde. En fait, on voulait croire encore que la France ne mettrait pas immédiatement ses menaces à exécution, que sans

doute ses ministres se retireraient sur l'Aventin en attendant de nouvelles propositions sur le financement de la politique agricole commune, mais qu'on ne bloquerait pas systématiquement la vie communautaire sur d'autres chapitres.

Les nouvelles de Paris viennent de dissiper les illusions. Presque toutes les décisions des conseils des Six devant être prises à l'unanimité, l'absence de la France empêche pratiquement le Marché commun d'avancer, et même, au niveau des experts, la mécanique va devoir s'arrêter. Pour la faire repartir, c'est uniquement la voie diplomatique traditionnelle, celle de l'Europe des Etats, qui pourra être utilisée.

En deçà des réalités

Mais rien ne laisse penser que la France est prête à regarder prochainement de ce côté. Tout porte à croire au contraire qu'elle veut laisser mûrir la crise le plus possible, profiter de ces temps de confusion pour éprouver la fibre européenne de nos partenaires, voir jusqu'où ils pourraient aller dans les concessions afin de sauver l'œuvre commune, reposer les problèmes « dans tous les domaines ». Un tel spectacle, une telle perspective n'est pas pour déplaire au général de Gaulle.

C'est dire que certaines réactions lénitives enregistrées dans les capitales étrangères apparaissent comme très peu conformes aux réalités. Le porte-parole officiel du ministère des affaires étrangères néerlandais vient de faire une déclaration au correspondant de l'A.F.P.

« Dans le passé, la C.E.E. a traversé des crises graves. Elle en est toujours sortie. Cela ne veut pas dire que la formule du « marathon » soit toujours recommandable, la « diplomatie par épuisement » n'étant point une solution en soi, mais il n'en demeure pas moins que l'Europe a survécu à d'autres difficultés. Nous attendons donc. Nous ne voulons point critiquer *a priori* l'attitude française ». Il a conclu, citant un proverbe néerlandais : « Attendons pour juger que le chat ait sauté de l'arbre où il est caché par le feuillage. » On peut craindre, hélas, que « le chat » trouve cette position confortable pendant quelques mois.

De même, l'estimation portée par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* sur la « bouderie momentanée de la France », qui fait partie de sa « tactique », paraît bien en deçà des intentions actuelles du pouvoir.

Au reste, dans les milieux officiels allemands, on commence à prendre les choses plus au sérieux, mais, lorsque M. von Hase, porte-parole du gouvernement fédéral, dit, comme lundi à Bonn : « C'est à la commission Hallstein de préparer et de présenter maintenant des propositions, et je suis persuadé que nous surmonterons les difficultés actuelles », il est permis de le trouver fort optimiste.

Ce n'est pas que « l'exécutif » du Marché commun refuse de travailler. Lundi à Bruxelles ses membres ont repris le dossier explosif de leurs premières propositions sur le financement de « l'Europe verte » pour chercher des atténuations possibles. Ils se retrouveront mercredi, mais des voix se font entendre au sein de la Commission, encore faibles, il est vrai, pour prêcher l'attentisme. Le problème n'est plus en effet maintenant celui du « règlement financier »; et comme on s'engage dans une crise longue, à quoi bon sortir de nouvelles propositions techniques qui ne redeviendront peut-être d'actualité qu'en octobre prochain ? Tout le monde ne les aurait-il pas alors oubliées ?

En fait, c'est plutôt du côté des plus hauts responsables politiques qu'on regarde aujourd'hui. M. Saragat, président de la République italienne, est arrivé à Bonn mardi matin, on le sait, en compagnie de M. Fanfani, ministre des affaires étrangères. Sans doute éviteront-ils soigneusement de donner l'impression qu'une politique commune italo-allemande se dessine pour faire contrepoids aux décisions françaises ; du moins exploreront-ils les chances de surmonter cette crise. M. Saragat, qui doit rencontrer le général de Gaulle le 16 juillet pour l'inauguration de la route qui passera sous le Mont-Blanc, apportera-t-il une idée nouvelle pour sortir du tunnel ?

PIERRE DROUIN